



RÈGLEMENT DU FONDS DE CONCOURS VERSÉ AU BÉNÉFICE DES COMMUNES MEMBRES DE LA CAPLD

Version 1 : conseil de Communauté du 24 juin 2022

PREAMBULE

La Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas porte une politique de fonds de concours destinée à soutenir les projets d'investissement des communes membres, développant ainsi sa contribution au développement du territoire et à son attractivité.

L'ensemble des fonds de concours existants est désormais intégré au sein de ce nouveau fonds de concours communautaire, créé par délibération du 24 juin 2022. C'est-à-dire que les anciens dispositifs (politique sportive, etc.) n'existent désormais plus par-eux-mêmes, mais se retrouvent fusionnés dans ce nouveau règlement unique.

Une enveloppe annuelle dédiée sera définie chaque année au moment du vote du budget. Dès 2022, cette enveloppe s'élève à 1 million d'euros à destination des communes.

Le présent règlement interne a vocation à détailler les modalités d'attribution du nouveau fonds de concours unique communautaire.

1. Cadre juridique

L'article L5216-5 VI du CGCT dispose qu'« *afin de **financer la réalisation** ou le fonctionnement **d'un équipement**, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.*

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. »

Les fonds de concours constituent donc une exception aux principes de spécialité et d'exclusivité des compétences de l'intercommunalité puisqu'ils lui permettent d'intervenir dans des domaines qui ne relèvent normalement pas d'une compétence communautaire. En effet, à l'accoutumée, soit ce sont les communes qui sont compétentes dans un domaine donné, soit c'est la communauté d'agglomération.

Les fonds de concours participent à atteindre des objectifs reconnus, par les communes et l'intercommunalité, comme prioritaires à l'échelle du territoire ou bien ils entrent dans le champ d'une politique publique globale de la Communauté (transitions écologique, numérique, etc.).

Pour rappel, la législation encadre l'attribution des fonds de concours en posant principalement **deux limites cumulatives** :

1. pour tout projet, les maîtres d'ouvrage publics ne peuvent obtenir un financement de la part de leurs partenaires institutionnels publics supérieur à 80% du montant HT. De ce fait, **les communes maîtres d'ouvrage doivent toujours apporter au minimum un autofinancement de 20%.**
2. **le montant total des fonds de concours communautaires ne peut excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune bénéficiaire**

du fonds de concours (soit un fonds de concours maximum de 50% du reste à charge pour la commune).

3. Bénéficiaires du fonds de concours

En vertu de l'article L5216-5 du CGCT, **les bénéficiaires du fonds de concours sont les communes membres** de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas.

4. Nature des dépenses éligibles

Dans le cadre du fonds de concours communautaire, il est décidé que celui-ci a **uniquement vocation à financer les dépenses d'investissement (acquisition, études, travaux) d'un équipement communal.**

La seule et unique exception à ce principe concerne le financement de l'entretien des sentiers de randonnée (dispositif préexistant et donc maintenu). Dans ce cas, il s'agit de financer les dépenses de *fonctionnement* d'un équipement communal.

5. Conditions d'octroi

Dans le cadre du fonds de concours communautaire, les projets éligibles sont **uniquement** :

- les projets liés à une politique communautaire (*point 5.1*),
- les projets communaux structurants qui s'inscrivent dans le cadre du projet de territoire (*point 5.2*).

Ces deux dispositifs ne sont pas cumulables. Une commune ne pourra pas solliciter un financement sur ces deux volets pour un même projet.

5.1 Les projets communaux liés à une politique communautaire

Par ce fonds de concours, la Communauté intervient en soutien des projets communaux liés à une politique communautaire.

A titre d'illustration, l'installation d'un abribus sur la voirie communale relève bien de la compétence de la commune, gestionnaire de sa voirie, mais contribue au développement de la politique communautaire relative aux mobilités.

5.1.1. Principes généraux d'éligibilité

5.1.1.1. Avant de solliciter le fonds de concours communautaire, la commune devra avoir sollicité l'ensemble des financements possibles

5.1.1.2. Les politiques communautaires concernées :

- Politique locale du commerce,
- Mobilités,
- Politique touristique,
- Voiries dans le cadre d'une politique communautaire ou en lien avec un équipement communautaire,
- Sentiers de randonnée.

5.1.1.3. La Communauté accordera, par projet, un financement à hauteur de 50% du reste à charge.

Aucun montant plancher n'est fixé concernant le montant du projet.

Le montant accordé est plafonné à 300 000 € par projet communal.

A titre d'exception, la Communauté accordera le financement de dépenses de *fonctionnement* pour l'entretien des sentiers de randonnée uniquement.

Hors cette exception, il est ici rappelé que seules les dépenses d'*investissement* d'un équipement communal sont prises en compte dans la politique de fonds de concours communautaires.

5.1.2. Les conditions complémentaires spécifiques par politique communautaire

5.1.2.1. Politique locale du commerce

Sont éligibles, les projets communaux concernant :

- *Les commerces de quotidienneté (critères cumulatifs) :*
 1. Le maintien et la création d'un commerce de proximité (selon la définition qu'en donne l'INSEE, c'est-à-dire les commerces de quotidienneté) ce qui peut comprendre une alimentation générale multi-services, une boulangerie, etc.
 2. Les travaux d'aménagement intérieurs et extérieurs doivent avoir pour objet l'accueil d'un commerce. Les frais d'acquisition n'entrent pas dans ce dispositif.
 3. L'aide n'est accordée qu'une seule fois par bâtiment (même adresse).
 4. En centralité uniquement.
- *La vente de production de producteurs locaux du territoire (projet en centralité uniquement) : aide aux circuits locaux (sans distinction de produits)*

Pour ce dispositif commerce (hors Landerneau) :

- Un montant plafond de : 50 000 € / projet ;

5.1.2.2. Mobilités

Sont éligibles au fonds de concours communautaire :

- Les études préalables à la réalisation d'aménagements cyclables et les projets d'aménagements cyclables, identifiés comme tels dans le schéma d'itinéraires adopté par délibération du 17 février 2022 (joint en annexe n°2).

Les dépenses éligibles sont les suivantes :

1. Etudes de faisabilité pré-opérationnelle et de maîtrise d'œuvre,
 2. Aménagements cyclables sécurisés justifiés par les trafics et les vitesses en application des recommandations du CEREMA (préconisées mais non obligatoires). Le Maître d'Ouvrage devra démontrer dans quelle mesure l'aménagement participe à la réalisation du schéma cyclable communautaire en tant qu'armature structurante du territoire.
 3. Traitement de discontinuités : ouvrage d'art (pont passerelle, tunnel) ou d'un point noir de sécurité routière (carrefours dangereux, trafic dense) et sa connexion à un aménagement cyclable existant.
 4. Equipements vélos (abris, bornes de réparation...) maillant le schéma communautaire
 5. Signalétique (un cahier des charges sera établi et mis à disposition des communes dans une logique d'harmonisation de la signalétique sur le territoire).
- Les aménagements, équipements et travaux de voirie nécessaires à la mise en place d'un service de mobilité (transport collectif, vélo, co-voiturage...) répondant aux orientations de la politique mobilité communautaire.
Exemples :
 - Création d'abris bus sécurisés, travaux d'accessibilité et de sécurisation dans le cadre du déploiement d'une ligne de bus,
 - Création / agrandissement d'une aire de co-voiturage,
 - Aménagements liés à la mise en place d'un service d'auto-partage,
 - PEM,
 - Stations de recharge de véhicules électriques,
 - ...

5.1.2.3. Politique touristique

Sont éligibles au fonds de concours communautaire :

- Les projets d'équipements valorisant le patrimoine, la culture et l'art, la découverte du patrimoine naturel,
- Les projets d'aménagement répondant aux préconisations de l'étude Rade de Brest,

- Les créations d'hébergements touristiques, situés à proximité un grand itinéraire de randonnée (1km d'un GR ou d'un sentier d'intérêt communautaire ou 5km d'une véloroute),
- La création d'aires pour camping-car.

5.1.2.4. Voiries dans le cadre d'une politique communautaire ou en lien avec un équipement communautaire

Seules les voiries supportant un trafic généré majoritairement par une activité ou un équipement communautaire ou en lien avec une politique communautaire sont éligibles.

Exemples : voiries desservant un centre nautique, une déchetterie, une zone d'activité....

5.1.2.5. Sentiers de randonnée

Ce dispositif s'applique uniquement aux sentiers de randonnée retenus dans le cadre du schéma communautaire (joint en annexe n°3) et inscrits au PDIPR.

Sont éligibles, les dépenses liées à :

1. La création par la commune d'un cheminement : travaux d'aménagement, équipements divers, valorisation touristique, mobilier... (dépenses d'investissement)
2. Par exception, l'entretien par la commune d'un sentier de randonnée (dépenses de fonctionnement).

5.2. Les projets communaux structurants qui s'inscrivent dans le cadre du projet de territoire

La Communauté entend participer au financement des projets communaux structurants pour le territoire et contribuant à son développement (projets de mandat municipal...). Ces projets devront s'inscrire dans le cadre de l'une des orientations cibles retenues pour l'attribution du fonds de concours (cf. annexe n°1) et porter un véritable engagement en faveur des transitions écologiques et énergétiques.

5.2.1. Principes généraux d'éligibilité

5.2.1.1 Les projets devront répondre à **quatre conditions cumulatives d'éligibilité** :

La cohérence avec le projet de territoire + La sobriété foncière + Un impact environnemental minimisé + La sollicitation préalable de l'ensemble des financeurs potentiels. Ces éléments sont développés ci-dessous :

L'inscription dans le cadre du projet de territoire

Le territoire de la CAPLD s'est doté d'une prospective pour l'avenir et a défini des priorités (projet de territoire)

Dispositif : Les projets financés devront donc obligatoirement entrer dans le champ des **orientations cibles** du projet de territoire, telles que listées en annexe n°1.

+ La sobriété foncière

La maîtrise de la consommation foncière est un enjeu majeur, la CAPLD entend donc intervenir financièrement pour le mettre en œuvre sur le territoire

Dispositif : La commune devra démontrer que le projet répond à la maîtrise de la consommation foncière : projet situé en centralité, renouvellement urbain privilégié, emprise foncière déjà artificialisée...

+ Un impact environnemental minimisé

Que ce soit dans le projet de territoire ou dans son PCAET, la CAPLD entend intervenir financièrement dans les projets limitant les impacts sur l'environnement afin de préserver la biodiversité et le cadre de vie.

Dispositif :

Pour les projets de construction neuve ou d'extension de bâtiment, le projet intégrera a minima l'un des éléments suivants :

- Une consommation de chaleur d'origine renouvelable (chaudière bois, solaire thermique...),
- Ou une production d'énergie renouvelable (panneaux photovoltaïque...),
- Ou l'utilisation de matériaux biosourcés (équivalent au niveau 1 du label bâtiment biosourcé),
- ou accès à l'équipement par des cheminements doux / artificialisation des sols limitée sur les espaces extérieurs ...

Pour les projets de réhabilitation de bâtiment, le projet aboutira à un gain minimum de 40%

- des émissions de gaz à effet de serre
- de la consommation en énergie primaire ou l'atteinte de l'étiquette B*.

Dans tous les cas, le bâtiment devra se situer, après réhabilitation, en classes énergétiques A, B, C ou D.

* Dans le cas notamment d'un projet portant sur la réhabilitation d'un bâti ancien concerné par un changement d'usage (par ex. réhabilitation d'un bâtiment d'habitation pour la création d'un équipement touristique), la comparaison de la consommation énergétique entre l'état initial et l'état projet n'est pas adaptée et le gain de 40% ne sera pas vérifié. En revanche, une attention sera portée sur le suivi des

recommandations de l'audit énergétique, notamment en vue de l'amélioration de l'enveloppe du bâtiment, et l'atteinte de l'étiquette D au minimum est requise.

Pour les projets de réhabilitation, dans tous les cas, la définition du programme de travaux devra obligatoirement s'appuyer sur un **audit énergétique**.

+ La sollicitation préalable de l'ensemble des financements potentiels

Dans le contexte financier actuel compliqué, la CAPLD entend jouer un rôle de solidarité, notamment financière, avec ses communes membres. Toutefois, la communauté d'agglomération souhaite que celles-ci sollicitent également les autres partenaires institutionnels (État, Département, Région, etc.)

Dispositif : la commune apportera la preuve qu'elle a sollicité l'ensemble des partenaires institutionnel intervenant financièrement dans le cadre du projet communal concerné par le demande de fonds de concours.

5.2.1.2. Montants planchers :

Afin de tenir compte de la diversité communale du territoire, des montants planchers distincts s'appliqueront en fonction de seuils démographiques :

- Communes < 2 500 habitants : montant plancher du projet communal fixé à 50 000 € HT
- Communes de 2 500 à 10 000 habitants : montant plancher du projet communal fixé à 100 000 € HT
- Commune > 10 000 habitants : montant plancher du projet communal fixé à 150 000 € HT

5.2.1.3. La Communauté accordera, par projet, un financement à hauteur de :

- **Une base de 30% du reste à charge pour la commune**
- **Une première majoration de 10% si le projet communal réunit au moins 2 des éléments suivants :**
 - Une consommation de chaleur d'origine renouvelable (chaudière bois, solaire thermique...),
 - Ou une production d'énergie renouvelable (panneaux photovoltaïque...),
 - Ou l'utilisation de matériaux biosourcés (équivalent au niveau 1 du label bâtiment biosourcé),
 - ou accès à l'équipement par des cheminements doux / artificialisation des sols limitée sur les espaces extérieurs (dont stationnement) ...
- **Une seconde majoration de 10% si le projet est mutualisé (mutualisation définie par rapport à l'usage de l'équipement ou au portage de projet).**

Soit, dans le meilleur des cas, le maximum légal de 50 % du reste à charge pour la commune.

Quelle que soit la taille de la commune, le montant accordé est toujours plafonné à 300 000 € par projet. Cette règle s'applique donc en complément de la limite précédente des 50 % maximum.

Pour rappel, seules les dépenses d'investissement sont prises en compte.

5.2.2. Les conditions complémentaires spécifiques à certains types de projets

5.2.2.1. Construction, extension ou rénovation d'une salle de sports

Les équipements éligibles sont :

- les salles omnisports,
- les vestiaires attenants aux installations de grands terrains,
- les salles spécialisées dans une discipline et dans le cadre du schéma communautaire précisé ci-dessous.

Afin d'éviter la multiplication des équipements et de favoriser la mutualisation des usages, un schéma communautaire des salles de sports dédiées identifie une liste de salles ou bâtiments consacrés à une activité (ou type d'activités : salle sports de combat par exemple), et qui n'a pas de vocation multisports.

La liste des sites est arrêtée pour les sports et les sites suivants :

- Sports de combat (Landerneau, Daoulas, l'Hôpital-Camfrout)
- Tennis de table (Landerneau, Loperhet, Saint Divy)
- Tennis (Landerneau, Plouédern)
- Tir à l'arc (Plouédern, Logonna-Daoulas)
- Danse (Landerneau, Loperhet, Daoulas)
- Centres nautiques (Landerneau, Loperhet)

6. Les projets non éligibles

En revanche, ne sont pas éligibles au fonds de concours communautaire :

- Les travaux de voirie classiques (hors projets répondant aux critères définis au 5.1.2.4. et aménagements cyclables),
- Les travaux de rénovation des bâtiments culturels,
- Les travaux d'aménagements extérieurs (aménagement de bourg, skate park, aire de jeux),

- Les travaux de construction, extension ou rénovation de bâtiments administratifs et techniques communaux et d'écoles (hors travaux de rénovation énergétique).

7. Modalités de dépôt et d'instruction des demandes de fonds de concours

Avant tout commencement de travaux, la commune doit adresser un courrier de demande au Président, accompagné de :

- Une note détaillée de présentation du projet exposant :
 - Le projet, ses objectifs,
 - L'intégration du projet aux orientations cibles du projet de territoire (annexe 1),
 - Les orientations prises pour limiter l'impact du projet sur la consommation foncière et l'environnement (consommations énergétiques, matériaux, artificialisation des sols limitée au niveau des extérieurs...),
- Un plan de financement prévisionnel de l'opération indiquant les subventions sollicitées et/ou accordées par d'autres co-financeurs,
- Le calendrier prévisionnel de l'opération,
- Une attestation de non-commencement des travaux,
- Les attestations de sollicitations et les décisions d'attribution de subvention des autres co-financeurs du projet,
- La délibération du conseil municipal inscrivant le projet au budget de la commune et autorisant le maire à solliciter les subventions,
- Un audit énergétique pour les travaux de réhabilitation d'un bâtiment et de rénovation énergétique.

(=> Annexe n°4 : modèle de fiche de demande à renseigner et à adresser au Président de la CAPLD)

Exceptionnellement pour l'année 2022, année de création du fonds de concours, la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas se donne la possibilité d'attribuer des fonds de concours pour des projets ayant connu un début d'exécution en 2022.

Dès réception du dossier complet, un accusé de réception sera adressé à la commune, dans un délai de xxx, afin de l'autoriser à démarrer les travaux.

Si la commune se voit accorder de nouveaux financements après dépôt de son dossier de demande de fonds de concours, elle devra en informer la Communauté et présenter un plan de financement actualisé. En effet, les règles rappelées au « 1. Cadre juridique » trouvent toujours et obligatoirement à s'appliquer.

Le dossier de demande de fonds de concours sera instruit par les services de la Communauté :

1. **Réception** : service des Affaires Générales

2. **Instruction de l'éligibilité du projet communal** : service déterminé en fonction de la nature du projet communal
3. **Proposition d'attribution par XXX (instance à définir)**
4. **Validation et approbation de la convention par le conseil de Communauté**
5. **Réponse à la commune et suivi du dossier** : service des Affaires Générales

L'attribution de fonds de concours fera systématiquement l'objet :

- de délibérations concordantes de la part de la commune et de la Communauté (en sus de la délibération municipale autorisant le maire à solliciter des subventions),
- ainsi que la conclusion d'une convention.

Ces deux conditions sont obligatoires de par la loi.

Un fonds de concours est attribué pour une durée de 24 mois. Une prolongation pourra exceptionnellement être accordée.

8. Paiement

Une convention détaillant les modalités de versement sera signée entre la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas et la commune bénéficiaire.

La décision d'attribution du fonds de concours fixera un pourcentage du reste à charge (et non un montant). Le calcul du montant définitif du fonds de concours interviendra en fin d'opération, une fois l'ensemble des attributions de subventions obtenu et les travaux achevés.

Le versement sera effectué après achèvement des travaux sur présentation des justificatifs.

La convention signée entre la Communauté et la commune bénéficiaire détaillera les modalités de versement du fonds de concours.

La commune bénéficiaire du fonds de concours assurera la publicité de la participation de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas au projet concerné (publications officielles de la commune, panneau de chantier ...).

9. Gestion de l'enveloppe budgétaire communautaire

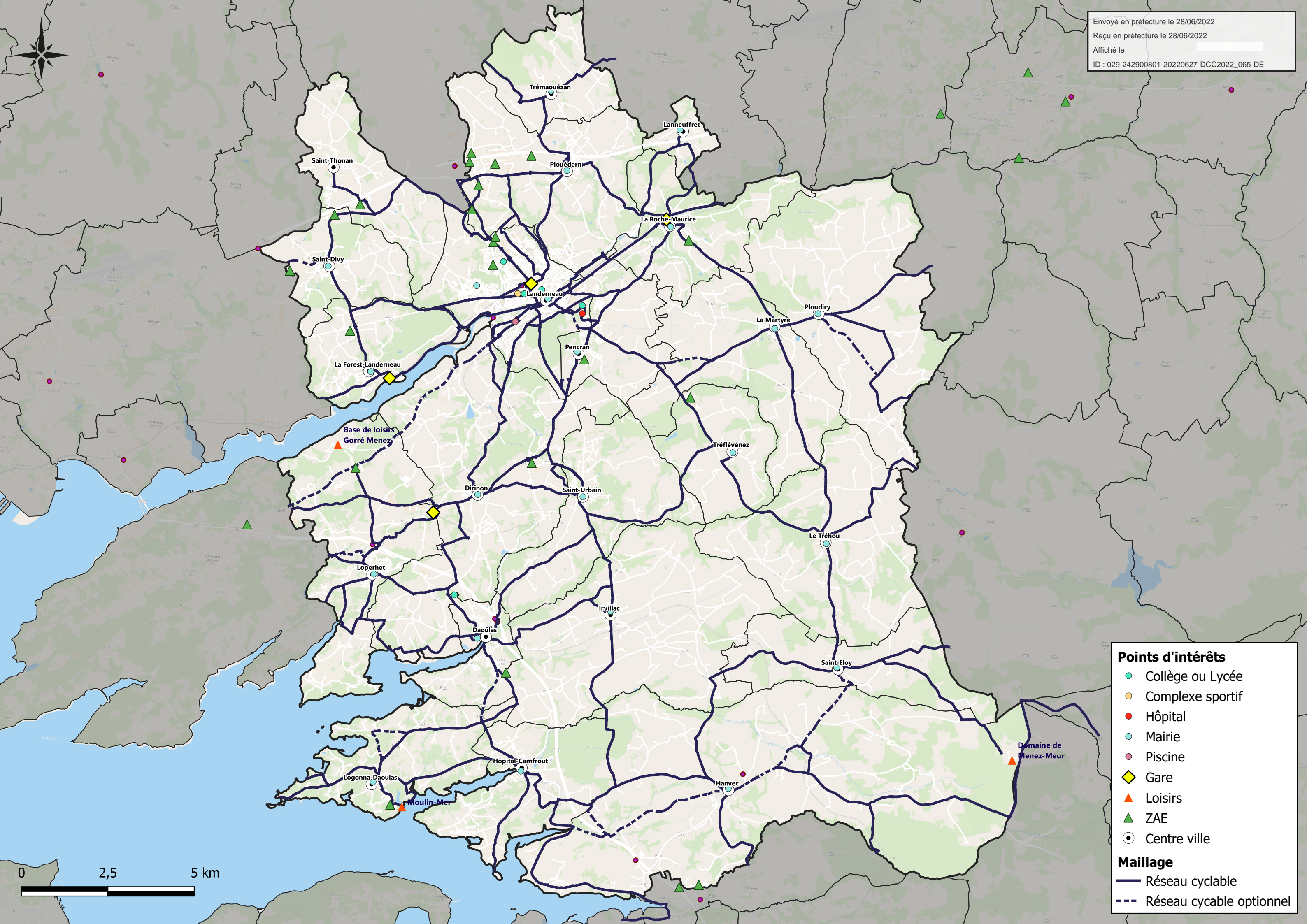
Le montant de l'enveloppe budgétaire du fonds de concours sera examiné chaque année lors de la préparation budgétaire au regard de la pré-programmation annuelle des demandes déposées. La Communauté d'agglomération s'autorise à réaliser un report de crédits non consommés en année n+1.

Ce travail préparatoire est effectué chaque automne pour l'année n+1. L'attribution de fonds de concours s'effectuera dans la limite de cette enveloppe annuelle.

ANNEXE 1

ORIENTATIONS CIBLES DU PROJET DE TERRITOIRE DONNANT ACCES A UN FINANCEMENT COMMUNAUTAIRE

<i>Grandes orientations cibles du projet de territoire</i>	<i>Exemples de projets éligibles</i>
Transition écologique	<p>Travaux de rénovation énergétique/ amélioration de la performance énergétique (quel que soit le bâtiment),</p> <p>Contribution à l'amélioration de la biodiversité : parcs, corridors de passage, trame noire, mare, reconstitution de zones humides...</p>
Economie	Contribuer au développement du territoire : construction / extension / rénovation de tiers-lieux, local commercial et de service
Cohésion sociale Accompagner le développement de l'offre de soin	Construction / extension / rénovation d'une maison de santé
Cohésion territoriale Permettre aux jeunes de s'engager et de s'épanouir en confortant les équipements et services à destination de la jeunesse Maintenir une vitalité forte en confortant la dynamique associative et en soutenant le développement d'évènements culturels, sportifs et de convivialité Maintenir un cadre de vie de qualité	<p>Construction / extension / rénovation d'équipements enfance - jeunesse extra-scolaire</p> <p>Construction / extension / rénovation de salles polyvalentes</p> <p>Construction / extension / rénovation d'équipements culturels (salles de spectacles, médiathèques ...) ou sportifs</p>



Envoyé en préfecture le 28/06/2022
Reçu en préfecture le 28/06/2022
Affiché le
ID : 029-242900801-20220627-DCC2022_065-DE

Points d'intérêts

- Collège ou Lycée
- Complexe sportif
- Hôpital
- Mairie
- Piscine
- ◆ Gare
- ▲ Loisirs
- ▲ ZAE
- Centre ville

Maillage

- Réseau cyclable
- - - Réseau cycable optionnel



Schéma communautaire des sentiers de randonnée
Recensement des itinéraires existants et projetés

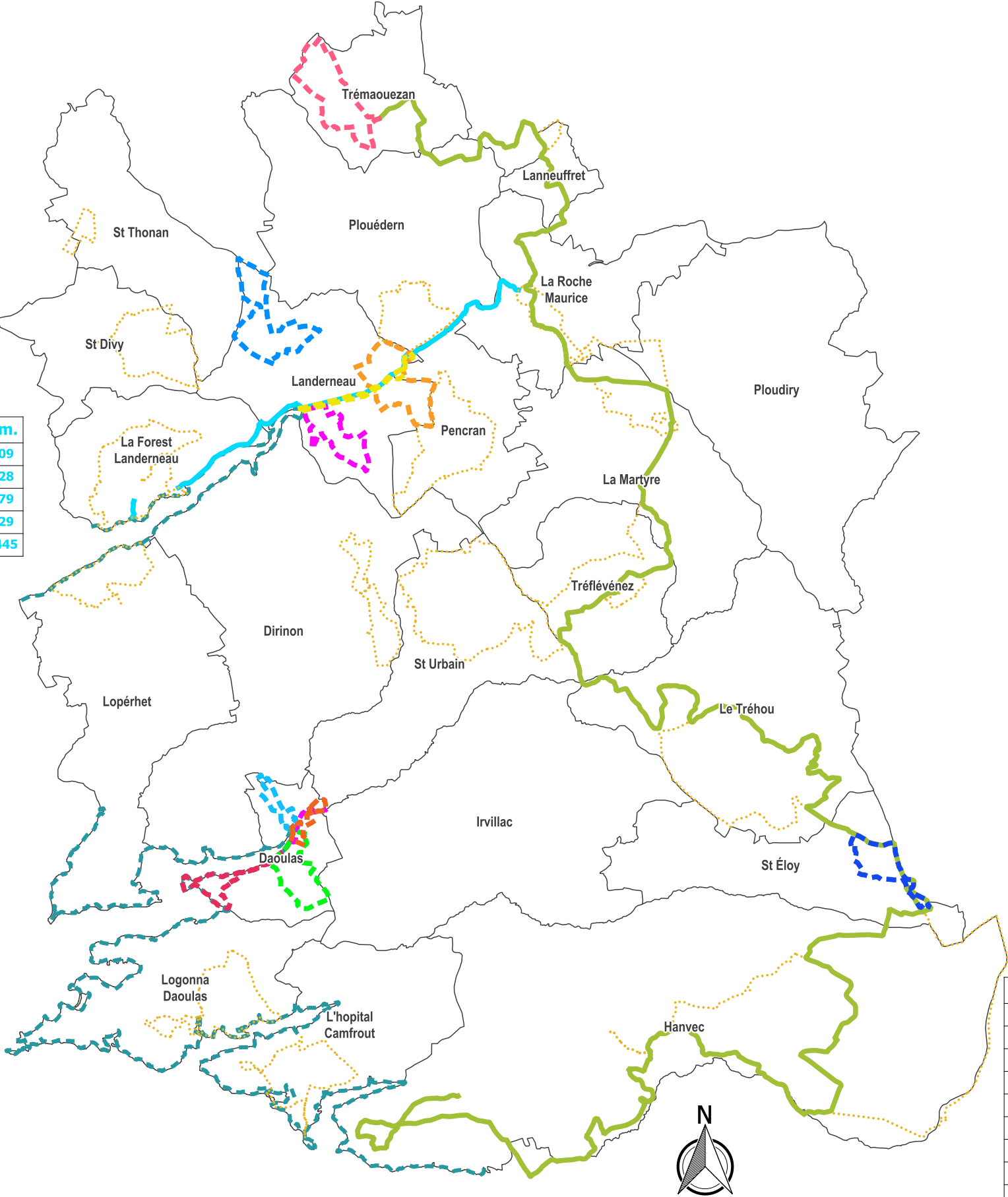


Table with 4 columns: Landerneau, Longueur m., Tracés communs (Sentier du littoral, Chemin des Berges de l'Elorn), and specific trail names with their lengths.

Table with 2 columns: Sentier de l'Elorn and m., showing lengths for La Forest Landerneau, Landerneau, Plouedern, La Roche-Maurice, and a Total of 12 445 m.

Table with 4 columns: Daoulas, Longueur m., Tracés communs (Sentier du littoral, Sentier de la Mignonne), and specific trail names with their lengths.

Table with 2 columns: Sentier du littoral and m., showing lengths for La Forest-Landerneau, Landerneau, Dirinon, Loperhet, Daoulas, Logonna-Daoulas, L'Hôpital-Camfrout, Hanvec, and a Total of 77 658 m.



Boucles PDIPR
Daoulas

- PR240 - Sentier de la Mignonne - 3,8 km
- PR241 - Sentier littoral de Rosmélec - 8,3 km
- PR242 - Sentier de Coat Mez - 4,2 km
- PR243 - Sentier du Pouligou - 5,2 km
- PR245 - Sentier de la Mignonne accessible à tous - 3 km

Landerneau

- PR619 - Chemin de Saint-Ernel - 5,9 km
- PR620 - Chemin des Berges de l'Elorn - 6,5 km
- PR621 - Chemin de la Garenne - 6,8 km
- PR622 - Chemin de Penguelen - 8,3 km

Saint-Eloy

- PR149 - Circuit de Roc'h an Daol - 5,9 km

Trémaouezan

- PR152 - Circuit de Langazel - 8 km

Autres sentiers

- Sentier des Crêtes: 72,1 km dont 67,1 km sur le territoire de la CCPLD
- Sentier du littoral
- Sentier de l'Elorn
- Boucles locales projetées PDIPR

Table with 2 columns: Sentier des Crêtes and m., showing lengths for Trémaouezan, Plouedern, Lanneuffret, La Roche-Maurice, La Martyre, Tréflévenez, Le Tréhou, St Eloy, Hanvec, and a Total of 67 074 m.

dont 3 386 m commun avec le sentier PDIPR

